

Rome a humanisé sa politique d'accueil

Rome

Correspondant

Ils arrivent par centaines chaque semaine. « Deux navires transportant 690 migrants sont arrivés jeudi en Italie, et environ 400 autres sont attendus tôt vendredi matin » au port de Trapani, indiquait une dépêche de l'Agence France-Presse le 1^{er} mai. Dix jours plus tôt, un millier de migrants avaient accosté à leur tour au port d'Augusta, toujours en Sicile. Et un autre millier la semaine précédente...

Lampedusa, ce caillou à mi-chemin des côtes italiennes et de la Tunisie, devenu un symbole de l'immigration africaine, maghrébine ou syrienne, n'est plus, ces derniers mois, une porte d'accès sur le sol de la Péninsule. Désormais, les migrants sont secourus directement en mer pour être embarqués sur des bâtiments italiens qui les ramènent sains et saufs.

A la suite de deux naufrages d'embarcations de fortune à l'automne 2013, causant la mort de 400 réfugiés, le gouvernement alors dirigé par Enrico Letta a déci-

dé d'une nouvelle politique en matière d'immigration, baptisée « Mare Nostrum », en référence au nom donné à la Méditerranée par les Romains de l'Antiquité. En échange du renforcement des moyens alloués à Frontex, l'agence de surveillance des frontières européennes, et d'une plus grande coopération entre les Etats, l'Italie se promettait d'« humaniser » l'accueil réservé aux migrants.

« Un taxi pour l'Italie »

Quatre navires de la marine militaire (deux patrouilleurs et deux frégates) dotés d'un hélicoptère sillonnent dorénavant le canal de Sicile. Un cinquième bâtiment de 230 mètres de long, avec 250 membres d'équipage, équipé d'un service d'urgence médicale, complète le dispositif naval. Mare Nostrum prévoit également l'utilisation d'hélicoptères munis d'instruments optiques à infrarouge, celle d'un avion de vigilance nocturne ainsi que des drones. Enfin, le nombre de marins participant à ces diverses patrouilles a été multiplié par trois.

Parallèlement, Rome a supprimé

de sa législation le délit d'« immigration clandestine », voté par la majorité de Silvio Berlusconi en 2009 et qui prévoyait des peines de prison et des amendes pour les clandestins. Résultat : la Méditerranée est devenue plus sûre. Mais 22 000 migrants sont arrivés en Italie depuis le début de l'année, dix fois plus que pendant la même période en 2013.

Mare Nostrum a été présentée par la droite comme une opération déguisée d'aide aux réfugiés. « Un taxi pour l'Italie », avait titré le quotidien *Libero*, proche de Silvio Berlusconi. Aujourd'hui, l'initiative est la cible de tous les partis qui veulent mettre l'immigration au cœur de la campagne des européennes.

Budgété à hauteur de 1,5 million d'euros par mois, le dispositif aurait déjà coûté 60 millions d'euros. Une aubaine pour un parti régionaliste séparatiste comme la Ligue du Nord, qui a beau jeu de critiquer l'échec de la lutte contre l'immigration et la gabegie de l'Etat central. Au côté de la formation post-fasciste Fratelli d'Italia, il est le seul parti à faire ouverte-

ment campagne sur cette thématique. Maurizio Gasparri, représentant l'aile droite de Forza Italia (droite), estime lui aussi qu'il s'agit « d'une opération démentielle à suspendre au plus vite ». « C'est devenu une vraie farce, avec les passeurs qui annoncent le départ des bateaux pour déclencher l'intervention des secours », affirme-t-il.

De son côté, le premier ministre, Matteo Renzi, n'a pas encore abordé frontalement ce problème. Une partie de la gauche et l'Eglise catholique soutiennent le projet. Quant au Mouvement 5 étoiles, il est divisé. Son chef, Beppe Grillo, s'est prononcé contre la suppression du délit d'« immigration clandestine », mais sa base l'a désavoué. Angelino Alfano, ministre de l'intérieur et chef du Nouveau Centre, petit parti membre de la coalition au pouvoir, renvoie la balle à Bruxelles afin qu'elle aide davantage l'Italie face à l'afflux de migrants. « L'Europe, dit-il, ne peut pas se contenter de donner 80 millions d'euros à Frontex pour résoudre le problème. » ■

PHILIPPE RIDET